

**COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU 13 AVRIL 2022 A 14 h 00**

M. Marc BRIDOUX, Président de la Communauté de Communes du Ternois, souhaite la bienvenue aux Membres présents au Complexe Sportif Intercommunal de ST POL/TERNOISE.

ADOPTION DU COMPTE RENDU DU DERNIER CONSEIL COMMUNAUTAIRE

M. BRIDOUX soumet à l'approbation des Membres le compte-rendu de la séance du conseil communautaire du 24 mars 2022.

Les Membres approuvent à l'unanimité ce compte-rendu.

M. Christopher BEHARELLE, Maire de Bergueneuse est désigné secrétaire de séance.

DELIBERATION FIXANT LES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES 2022

M. le Président propose de maintenir en 2022 les taux d'imposition appliqués en 2021 pour les trois autres taxes, à savoir :

Cotisation Foncière des Entreprises	24,08%
Taxe Foncière Non Bâti	5,54%
Taxe Foncière Bâti	1,46%

RAPPEL GEMAPI votée le 29/09/2021 : Produit attendu pour 2022 par cette taxe à 585 000€, représentant 15€ par habitant

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION FIXANT LE TAUX DE T.E.O.M. 2022

M. le Président propose de fixer le taux de TEOM à **14.30%** conformément aux propositions établies lors du débat d'orientations budgétaires.

Bases prévisionnelles 2022 : 25 723 692 X 14.30% = **3 678 488 € (produit attendu 2022)**

M. BEAUCAMP, Maire de BOURS demande par rapport au ramassage des ordures ménagères pourquoi le taux de TEOM est le même dans toutes les communes alors que les services sont différents, à savoir que les villages sont ramassés tous les 15 jours alors que les bourgs-centres toutes les semaines.

M. BRIDOUX répond qu'en matière de ramassage des ordures ménagères, les villages doivent faire preuve de solidarité envers les centres-bourgs. Lors de la fusion, le fait de passer à la TPU était un sacrifice important de la part des centres-bourgs par rapport à la taxe ramenée par les entreprises. De plus, il est demandé à la Ville de ST POL/TERNOISE une participation supplémentaire pour le marché.

Les membres approuvent à la majorité cette délibération, moins deux abstentions.

➤ **Budget Principal « Communauté de Communes du TERNOIS »**

En fonctionnement, les dépenses s'élèvent à 28 539 179,96€ et les recettes à 29 232 876,45€, laissant cette section en suréquilibre de 693 696,49€. En investissement, les dépenses et les recettes en y incluant les restes à réaliser, s'équilibrent à 16 700 578,39€.

Les dépenses totales s'élèvent donc à 45 239 758,35€ et les recettes à 45 933 454,84€ soit un suréquilibre de 693 696,49€.

M. BRIDOUX commente en détail le budget primitif 2022 de la CC du Ternois ainsi que les opérations d'investissements. Il soumet à l'approbation le budget primitif 2022 de la Communauté de Communes du Ternois rappelant que dans le cadre de ses délégations, il lancera toutes les procédures de mise en concurrence et sollicitera toutes les subventions possibles.

M. BRIDOUX souhaitait apporter des précisions à la question de M. DOURLENS lors d'un précédent conseil communautaire concernant les bassins de Fortel en Artois qui n'ont pas été curés. Cependant, en raison du covid il a été demandé de ne pas vidanger sans avoir hygiénisé les boues par un système de déshydratation (supplément de 800 000€) ou par une méthode hybride avec l'installation d'un silo de décantation des boues (supplément de 500 000€). Cela représente donc un coût important.

M. LEFEBVRE Maire d'Heuchin, demande pourquoi il était prévu en investissement Jeunesse 62 000€ l'an passé alors que cette année il n'y a que 7 000€ de prévu.

M. BRIDOUX répond qu'il s'agissait l'an passé d'achats de mobiliers pour la ludothèque.

M. DUVAL, Adjoint à la Ville d'Auxi le Château demande à quoi sont destinés les 10 000€ d'équipement.

M. BRIDOUX répond qu'il s'agit d'une précaution pour dépenses imprévues.

M. ARMAND Maire d'Herlincourt demande pour quelle raison TernoisCom paye une taxe pour l'emploi des personnes en situation de handicap.

M. BRIDOUX précise qu'une taxe est à payer si la collectivité emploie moins de 6% de travailleurs en situation de handicap sur son effectif total.

Concernant l'achat des tablettes numériques pour les élus, M. ARMAND demande si les versions papier seront supprimées. M. BRIDOUX répond par l'affirmative et que c'est le but de cette dématérialisation et que cet achat sera financé à 80%.

M. ARMAND demande également s'il est possible d'envisager d'avoir à disposition des communes des chapiteaux moins importants car les chapiteaux actuels sont importants et 10 personnes doivent être sollicités pour le montage.

M. BRIDOUX répond qu'il étudiera la question et propose d'avoir recours à ATRE pour le montage.

M. BEAUCAMP souhaite savoir pourquoi l'équipement technique de l'Hôtel de la Formation est traité à part des autres opérations d'équipement.

M. BRIDOUX répond que le bâtiment appartient à la commune de St Pol sur Ternoise. Cela répond à un souci de transparence de la comptabilité avec l'ADEFI qui prendra le relais. L'aménagement de l'Hôtel de formation constitue un marché spécifique (compte rattaché au compte de tiers).

Les délégués approuvent à l'unanimité ce projet de budget primitif 2022.

➤ **Budget Annexe « Bâtiment Relais d'Herlin le Sec »**

Mme THERET Directrice Générale de TernoisCom donne lecture du projet de budget primitif 2022 « Bâtiment Relais à Herlin le Sec ».

En fonctionnement, les dépenses et les recettes s'équilibrent à 158 604,00€.

En investissement, les dépenses et les recettes s'équilibrent à 822 825,10€.

A ce jour, le bâtiment relais est totalement occupé.

Les délégués approuvent à l'unanimité ce projet de budget primitif 2022.

➤ **Budget Annexe « Pépinière d'Entreprises de Frévent »**

Mme THERET donne lecture du projet de budget primitif 2022 « Pépinière d'Entreprises à Frévent ».

En fonctionnement, les dépenses et les recettes s'équilibrent à 75 460,00 €.

En investissement, les dépenses et les recettes s'équilibrent à 56 000,00 €

A ce jour, ce bâtiment est totalement occupé.

Les délégués approuvent à l'unanimité ce projet de budget primitif 2022.

➤ **Budget Annexe « Hôtel d'Entreprises de Pernes »**

Mme THERET donne lecture du projet de budget primitif 2022 « Hôtel d'Entreprises de Pernes ».

En fonctionnement, les dépenses et les recettes s'équilibrent à 25 351,00€.

En investissement, les dépenses et les recettes s'équilibrent à 1 305 251,44€

Les délégués approuvent à l'unanimité ce projet de budget primitif 2022.

➤ **Budget Annexe « ZAL d'Auxi »**

Mme THERET donne lecture du projet de budget primitif 2022 « Z.A.L. d'Auxi le Château ».

En fonctionnement, les dépenses et les recettes s'équilibrent à 1 634 671,02€

En investissement, les dépenses et les recettes s'équilibrent à 1 610 051,02€.

Les délégués approuvent à l'unanimité ce projet de budget primitif 2022.

➤ **Budget Annexe « ZAL de Pernes »**

Mme THERET donne lecture du projet de budget primitif 2022 « Z.A.L. de Pernes ».

En fonctionnement, les dépenses et les recettes s'équilibrent à 1 169 858,04€

En investissement, les dépenses et les recettes s'équilibrent à 1 106 025,05€.

M. BEAUCAMP Maire de Bours, demande pourquoi il y a autant de différences dans les valeurs au niveau des opérations d'ordre par rapport à l'année dernière, notamment sur les variations de stocks.

Mme THERET répond qu'il s'agit de la prise en compte des cessions des terrains et la trésorerie avait demandé de le mettre sur ce compte.

M. BEAUCAMP répond que techniquement s'il y a des cessions, il y a moins de stocks. Mme THERET n'a pas d'autre réponse à apporter sur le sujet. Elle prendra contact avec la Trésorerie pour de plus amples précisions.

Les délégués approuvent à la majorité ce projet de budget primitif 2022, moins 1 abstention.

➤ **Budget Annexe « Commerce et Local Professionnel de Floringhem »**

Mme THERET donne lecture du projet de budget primitif 2022 « Commerce & local professionnel de Floringhem ».

En fonctionnement, les dépenses s'élèvent à 8 010,00€ et les recettes à 12 031,95€, laissant cette section en suréquilibre de 4 021,95€ ;

En investissement, les dépenses et les recettes s'équilibrent à 37 300,06€.

Les délégués approuvent à l'unanimité ce projet de budget primitif 2022.

➤ **Budget Annexe « Maison de Santé Les Vertes Collines d'Anvin »**

Mme THERET donne lecture du projet de budget primitif 2022 « Maison de Santé Les Vertes Collines » à Anvin.

En fonctionnement, les dépenses et les recettes s'équilibrent à 102 960,00€.

En investissement, les dépenses et les recettes s'équilibrent à 125 210,96€.

M. CRETEL Maire de Ligny Saint Flochel demande pourquoi les recettes restent élevées alors qu'il y a moins de professionnels de santé.

M. BRIDOUX répond que la dissolution de la SISA a été effective au 31/12/2021, mais il reste tout de même encore 1 médecin, 1 dentiste, 3 infirmières et 1 kinésithérapeute. Ces professionnels de santé ont un bail d'occupation et cela engendre les recettes.

M. BRIDOUX rappelle qu'un chasseur de têtes a été sollicité pour rechercher un médecin et qu'une piste va peut-être aboutir.

Les délégués approuvent à l'unanimité ce projet de budget primitif 2022.

➤ **Budget Annexe « Maison de Santé Léonard de Vinci de Gauchin Verloingt »**

Mme THERET donne lecture du projet de budget primitif 2022 « Maison de Santé Léonard de Vinci » à Gauchin-Verloingt.

En fonctionnement, les dépenses s'élèvent à 178 510,00€ et les recettes à 205 120,40€, laissant cette section en suréquilibre de 26 610 ,40€ ;

En investissement, les dépenses s'élèvent à 143 000,00€ et les recettes à 287 593,97€, laissant cette section en suréquilibre de 144 593,97€.

Les délégués approuvent à l'unanimité ce projet de budget primitif 2022.

➤ **Budget Annexe « Assainissement Industriel »**

Mme THERET donne lecture du projet de budget primitif 2022 « Assainissement Industriel ».

Mme THERET rappelle que ce budget est financé par les industriels et d'éventuelles subventions attribuées par l'Agence de l'Eau et l'Etat.

En fonctionnement, les dépenses s'élèvent à 198 199,42€ et les recettes à 247 254,37€, laissant cette section en suréquilibre de 49 054,95€ ;

En investissement, les dépenses s'élèvent à 2 416 096,20€ et les recettes à 2 652 096,20€, laissant cette section en suréquilibre de 236 000€.

Les délégués approuvent à l'unanimité ce projet de budget primitif 2022.

➤ **Budget Annexe « SPANC »**

Mme THERET donne lecture du projet de budget primitif 2022 « SPANC »

En fonctionnement, les dépenses et les recettes s'équilibrent à 24 843,42€.

En investissement, les dépenses et les recettes s'équilibrent à 874,43€.

Les délégués approuvent à l'unanimité ce projet de budget primitif 2022.

➤ **Budget Annexe « Assainissement Collectif Gestion Déléguée »**

Mme THERET donne lecture du projet de budget primitif 2022 « Assainissement Collectif Gestion Déléguée »

En fonctionnement, les dépenses et les recettes s'équilibrent à 1 530 199,69€.

En investissement, les dépenses et les recettes en y incluant les restes à réaliser, s'équilibrent à 1 356 782,61€.

M. JOSSIEN Conseiller Municipal de Pernes demande le détail des travaux à effectuer sur le Pernois.

M. BRIDOUX précise ceux-ci, à savoir :

- Déploiement de réseau
- Changement de bâches

- Diagnostic des réseaux
- Travaux sur la Thieuloye

M. DEQUIDT Maire de Ramecourt demande si la diminution de la prime d'épuration versée par l'Agence de l'Eau est due à un problème de performance.

M. BRIDOUX répond que la STEP de Gauchin Verloingt n'est pas conforme et qu'un programme de travaux assez lourd est établi sur 10 ans.

Les délégués approuvent à la majorité ce projet de budget primitif 2022, moins 1 voix contre.

➤ **Budget Annexe « Collecte Tri Traitement des déchets »**

M. BRIDOUX donne lecture du projet de budget primitif 2022 « Collecte Tri Traitement des déchets »

En fonctionnement, les dépenses et les recettes s'équilibrent à 5 914 173,33€.

En investissement, les dépenses et les recettes en y incluant les restes à réaliser, s'équilibrent à 1 468 032,32€.

M. CRETEL Maire de Ligny Saint Flochel demande si TernoisCom avance sur les projets de méthanisation et de chaudière pour la valorisation des déchets.

M. BRIDOUX répond que les investisseurs n'ont pas donné suite cependant une autre piste serait à envisager pour l'exploitation des déchets alimentaires dans un premier temps.

M. DEMOULIN Maire de Brias a entendu parler d'une étude sur le compostage et demandait ce qu'il en était.

M. BRIDOUX répond que les déchets verts sont collectés dans les déchèteries et que le compost est donné ensuite à des personnes intéressées. Aussi, des composteurs sont en vente pour les particuliers.

M. BEAUCAMP Maire de Bours demande si les horaires de ramassage des ordures ménagères sont définitifs car lors de tempête il est compliqué de mettre sa poubelle la veille au soir.

M. BRIDOUX répond qu'à ce jour les horaires de ramassage n'ont pas fait part de remontées négatives donc il n'y a pas lieu de les modifier pour le moment si toutefois il y avait des changements, TernoisCom ne manquerait pas d'informer les Maires des communes concernées.

M. ARMAND Maire d'Herlincourt évoque le problème des déchets non triés et volumineux dans les cimetières.

M. BRIDOUX répond qu'il est nécessaire en effet de mettre en place plusieurs bacs, idéalement 4 pour la terre, les plastiques, le papier et autres déchets.

Les délégués approuvent à l'unanimité ce projet de budget primitif 2022.

Total Général de l'ensemble des Budgets primitifs 2022 (Budget principal + 12 budgets annexes)

Le montant total de l'ensemble des budgets primitifs 2022 s'élève en dépenses à 66 708 047,46€ et en recettes à - 67 862 025,22€, soit un solde de 1 153 977,76€.

DELIBERATION RELATIVE A L'ENGAGEMENT DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT PREVUES AU BP 2022

Vu le Débat d'Orientations Budgétaires 2022 en date du 24 mars 2022 ;

Vu le vote des différents budgets primitifs 2022 ;

Il est proposé d'autoriser le Président :

- A déposer les demandes de subventions.
- A engager les procédures d'appel d'offres ou de consultations nécessaires
- A signer tout document relatif à l'engagement de ces opérations.
- A verser des subventions d'équilibre prévues aux différents budgets annexes.
- A effectuer les opérations budgétaires nécessaires pour la récupération financière à effectuer entre le budget principal TERNOISCOM, ses différents budgets annexes et le budget du PETR TERNOIS 7VALLEES concernant les différentes charges de fonctionnement (charges à caractère général, charges de personnel).

Il sera rendu compte au conseil communautaire de ces décisions prises.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION PORTANT EXPERIMENTATION D'UN SERVICE RELATIF AU TRANSIT ET AU TRAITEMENT DE DONNEES VIA UN RESEAU EN FIBRES OPTIQUES EN PARTENARIAT AVEC LE SYNDICAT MIXTE OUVERT NORD PAS DE CALAIS NUMERIQUE ET THD 59-62

M. RIGOT Vice-Président en charge des Coopérations et des Mutualisations prend la parole.

Lors de la Conférence des Maires du 17/02/2022, le Syndicat Mixte la Fibre Numérique 59-62 a présenté un projet d'expérimentation d'un service relatif au transit et au traitement de données via un réseau en fibres optiques, étendu à des usages bas débit, peu consommateurs en énergie.

Intentions / Objectifs

- Mise en œuvre de solutions numériques pour des projets et services territoriaux
- Contribuer à relever les 4 défis d'un territoire durable : sobriété, résilience, inclusion et productivité.
- Permettre d'accélérer et d'optimiser le recours au numérique et aux gisements de données par les collectivités dans le cadre de leur action publique
- Servir les objectifs opérationnels du territoire (efficience, amélioration des services, etc.), et proposer des services répondant aux besoins des habitants et des acteurs de l'écosystème, tout en intégrant une dimension s'inscrivant au bénéfice de la transition écologique et énergétique
- Faciliter l'aide à la décision par l'analyse de données issues de capteurs.

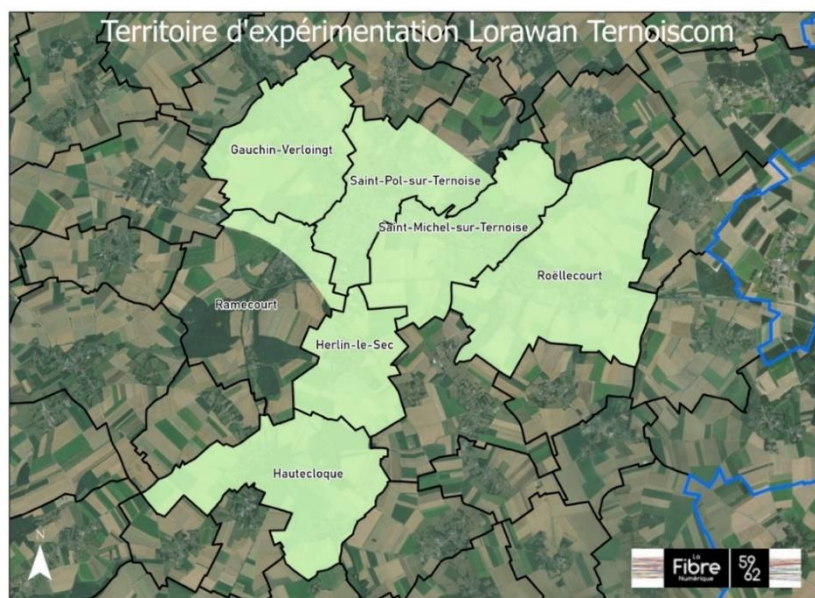
En effet, le déploiement de la fibre sur la région Nord/Pas de Calais est aujourd'hui quasiment achevé et l'usage des objets connectés (bâtiments ou espace public) va se développer dans différents domaines d'activités et de métiers.

Aussi, le Syndicat Mixte la Fibre Numérique 59-62 réfléchit aujourd'hui à la nécessité de créer un réseau public en fibres (le cas échéant, étendu à des usages bas débit) susceptible de collecter les données issues de capteurs, des données métiers, du signalement des citoyens pour ensuite les stocker, les historiser et les traiter.

A ce titre, des territoires expérimentaux étaient recherchés avec les 3 objectifs suivants :

- Evaluer l'opportunité de mettre en place un réseau « Bas débit » public ;
- Identifier les capteurs susceptibles aux besoins des territoires pour, le cas échéant, proposer un catalogue de services mutualisés dans le cadre de la Centrale d'achat du Syndicat ;
- Définir le contour d'une plateforme de données pour le cas échéant, étendre ce service dans le cadre de la Centrale d'achat du Syndicat

TernoisCom a candidaté sur un périmètre limité (30 à 40km maxi possible) et différents domaines d'activités pouvant avoir intérêt à être équipés :



Cas d'usage 1	Mesure de remplissage des Points d'Apport Volontaire - Verre
Cas d'usage 2	Mesure de remplissage des Points d'Apport Volontaire - Fibre
Cas d'usage 3	Suivi de la qualité de l'air en ERP
Cas d'usage 4	Gestion de l'éclairage public
Cas d'usage 5	Gestion énergétique des bâtiments et mesure de fréquentation
Cas d'usage 6	Télérelève / optimisation des consommations d'eau
Cas d'usage 7	Prévention des risques naturels (inondation)
Cas d'usage 8	Gestion de l'aire de covoiturage
Cas d'usage 9	Gestion des archives

Notre candidature a été retenue pour représenter le Pas de Calais.

Le périmètre et les cas d'usages proposés sont en cours d'analyse technique et financière et les éléments définitifs seront arrêtés prochainement en accord avec les différents partenaires potentiels, dans le cadre d'un comité des cas d'usages composé de TernoisCom, du Syndicat et de Capfibre, son délégataire en charge de la mise en place et de l'exploitation des réseaux.

L'expérimentation est prévue sur 18 mois.

Le Syndicat Mixte la Fibre Numérique 59-62 assurera la fourniture et l'installation des capteurs.

TernoisCom versera au Syndicat Mixte la Fibre Numérique 59-62 une subvention d'équipement déduction faite des subventions de l'Etat pouvant être octroyées.

Les données seront collectées en partenariat avec AULA, via un réseau expérimental, sur une plateforme unique avant d'être proposées aux collectivités et partenaires pour traitement.

Pour toute la durée de cette expérimentation, le budget prévisionnel à charge de TERNOISCOM est estimé à 50.000 € en dépenses et une prise en charge des moyens humains mis à disposition et du pilotage de TERNOISCOM à hauteur de 30.000 € pourrait être attribuée.

Il est donc proposé :

D'approuver la candidature de TERNOISCOM au projet expérimental permettant de collecter les données d'objets connectés.

De solliciter les partenariats associés et de mettre en place les différentes conventions à intervenir (Véolia, Communes potentiellement retenues, Syndicat d'Eau Potable du Saint-Polois...).

D'autoriser le Président à signer les conventions et l'ensemble des documents afférents à cette décision.

D'autoriser le Président à engager et réaliser l'ensemble des actions nécessaires, en accord avec les partenaires.

Les crédits nécessaires seront inscrits au BP 2022.

M. MARQUET Maire de Neuville au Cornet trouve que l'intervention de CAP FIBRE pour le déploiement de la fibre a dénaturé les paysages avec des fils dans les gouttières et des fils détendus avec le vent et installés très bas.

M. BRIDOUX répond que CAP FIBRE est sous couvert du Syndicat Mixte 59-62 et qu'ils échangent sur les soucis rencontrés dans les communes. M. BRIDOUX rappelle qu'il ne faut pas hésiter à faire remonter ces problèmes auprès du service informatique de TernoisCom.

Les membres approuvent à la majorité cette délibération, moins une voix contre.

DÉLIBÉRATION RELATIVE A L'ACQUISITION DE L'ÉCOLE DE MUSIQUE « Ernest DÉCAMP » A LA COMMUNE DE FREVENT

Lors de la création de TernoisCom au 01/01/2017, la compétence Ecole de Musique s'est étendue à l'ensemble du territoire.

L'Ecole de Musique de Frévent « Ernest DECAMP » devenue Intercommunale a fait l'objet d'une convention tripartite de mise à disposition entre la Commune de Frévent, TernoisCom et l'Harmonie Municipale de Frévent en date du 23 mars 2018.

La Ville de Frévent dans sa séance du 05 avril 2022 a délibéré pour céder à TernoisCom, la parcelle AD234 (d'une contenance de 1 309m²) sur laquelle se trouve le bâtiment de l'école de musique sis 26 Rue des Lombards à Frévent pour l'euro symbolique, à compter du 1^{er} Juillet 2022.



M. le Président propose :

D'accepter la proposition de cession de la Commune de Frévent de la parcelle AD234 (d'une contenance de 1 309m²) sur laquelle se trouve le bâtiment de l'école de musique sis 26 Rue des Lombards à Frévent pour l'euro symbolique, à compter du 1^{er} Juillet 2022.

Les frais de géomètre seront à la charge de la commune. Les frais de notaire seront à la charge de TernoisCom.

D'autoriser Monsieur le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DÉLIBÉRATION RELATIVE A L'ACQUISITION DU BATIMENT DE LA MEDIATHEQUE « Janine SOYEZ » A LA COMMUNE DE FREVENT

Lors de la création de TernoisCom au 01/01/2017, la compétence Médiathèque s'est étendue à l'ensemble du territoire.

La médiathèque « Janine SOYEZ » devenue intercommunale a fait l'objet d'une convention de transfert entre la Commune de Frévent et la Communauté de Communes du Ternois en date du 27 octobre 2017.

La Ville de Frévent dans sa séance du 05 avril 2022 a délibéré pour céder à TernoisCom, les parcelles AC 120 et AC 121 (d'une contenance de 726m²) sur lesquelles se trouve l'espace culturel Janine SOYEZ sis 10 et 12 rue du Président

Wilson à Frévent pour l'euro symbolique, à compter du 1^{er} Juillet 2022. Il sera exclu à cette cession les toilettes publiques.



M. le Président propose :

D'accepter la proposition de cession de la Commune de Frévent des parcelles AC 120 et AC 121 (d'une contenance de 726m²) sur lesquelles se trouve l'espace culturel Janine SOYEZ sis 10 et 12 rue du Président Wilson à Frévent pour l'euro symbolique, à compter du 1^{er} Juillet 2022. Il sera exclu à cette cession les toilettes publiques.

Les frais de géomètre seront à la charge de la commune. Les frais de notaire seront à la charge de TernoisCom.

D'autoriser Monsieur le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

M. DE PLASSE Maire de Foufflin Ricametz demande si dans ces 2 bâtiments des travaux seront à réaliser.

M. BRIDOUX répond que les acquisitions se feront dans un premier temps et qu'une réflexion se fera ensuite pour l'aménagement ou la transformation en tiers-lieu.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION RELATIVE AUX DUREES D'AMORTISSEMENT

Par délibération en date du 19 mars 2021, il avait été décidé de fixer pour les nouvelles immobilisations acquises à compter du 1^{er} janvier 2021, les durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles de la façon suivante :

Biens	Durées d'amortissement
Logiciel et Licence	3 ans
Voitures	5 ans
Camions et Véhicules industriels	8 ans

Télescopique, basculeur sur benne, remorques de collecte d'ordures ménagères	7 ans
Bacs roulants pour déchets	7 ans
Containers	10 ans
Tondeuse autoportée	5 ans
Equipement et matériel technique espaces verts et voirie	5 ans
Autolaveuse autoportée	5 ans
Mobilier	5 ans
Matériel de bureau électrique ou électronique	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Matériel classique	5 ans
Instrument de musique	5 ans
Equipement sportif	10 ans
Equipement structure mobile	10 ans
Agencement et aménagement de bâtiment, installation électrique et téléphonique...	10 ans
Bâtiments légers, abris	10 ans
Constructions durables et productives de revenus	25 ans
Réseaux d'assainissement	40 ans
Station d'épuration	40 ans
Poste de refoulement	20 ans
Pompes, appareils électromécaniques, installations de chauffage (y compris chaudières), installation de ventilation	10 ans
Organes de régulation (électronique, capteurs...)	8 ans
Bien et Equipement d'une valeur inférieure à 2.500 €	1 an
Constructions sur sol d'autrui	Durée du bail à construction
Frais d'études, élaboration, modification et révision des documents d'urbanisme, obligatoirement amortis	5 ans
Frais d'études non suivies de réalisation, obligatoirement amortis	5 ans

M. le Président propose :

De compléter ce tableau en fixant la durée d'amortissement des subventions d'équipement à 5 ans.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION PORTANT REVISION DE LA REDEVANCE SPECIALE TARIFS 2022 – BUDGET COLLECTE TRI TRAITEMENT

M. FAY Vice-Président en charge de la Collecte, du Tri et du Traitement des Déchets rappelle que la **redevance spéciale** correspond au **paiement, par les producteurs de déchets non ménagers, de la prestation de collecte et de traitement de leurs déchets**.

Elle a été créée par la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975, n° 92-646 du 13 juillet 1992. L'institution de la redevance ne dispense pas les producteurs de déchets non ménagers du paiement de la TEOM. **La redevance spéciale est donc cumulable avec la TEOM.**

La redevance spéciale permet une meilleure répercussion des coûts car elle évite de faire payer aux ménages les coûts relatifs à l'élimination des déchets non ménagers. Elle permet ainsi de responsabiliser les producteurs de déchets et de mieux gérer le service puisqu'il peut être adapté aux besoins.

Mise en œuvre en 2003 et étendue depuis 2008 à l'ensemble des redevables professionnels par le Syndicat Mixte COLLECTE TRI TRAITEMENT, sa gestion nécessite de définir les tarifs du service afin d'établir les conventions fixant les modalités d'exécution du service et de recouvrement avec chaque producteur de déchets.

Il est donc proposé de fixer la tarification 2022 de la façon suivante :

I - LES DÉPOTS EN DÉCHÈTERIES :

Le taux de révision est calculé à partir de la formule suivante :

$$(0.15 + 0.50 \times \frac{\text{ICMO2 (111,79)}}{\text{ICMO20 (110)}} + 0.20 \times \frac{\text{FSD1 (161,5)}}{\text{FSD10 (128,7)}} + 0.15 \times \frac{\text{GO (131,80)}}{\text{GO0 (108,63)}}) = \mathbf{1,0911}$$

Dans laquelle :

- ICMO2 : valeur en janvier 2022 de l'indice « Collecte des ordures ménagères ». Indice du coût de la main d'oeuvre dans la collecte des ordures ménagères, Syndicat National des Activités du Déchet (SNAD) – publié sur le site de la FNADE.
- ICMO20 : valeur en janvier 2021 de l'indice « Collecte des ordures ménagères »
- FSD1 : Valeur de l'indice « frais et services divers – modèle de référence n°1 », en janvier 2022
- FSD10 : Valeur de l'indice « frais et services divers – modèle de référence n°1 », en janvier 2021
- GO : Valeur de l'indice des prix à la consommation Gazole en janvier 2022
- GO0 : Valeur de l'indice des prix à la consommation Gazole en janvier 2021

Le taux de révision est de 1,0911 pour les prix en 2022 par rapport aux prix de 2021

	Prix pour 2022 – avec application d'un taux de révision à 1,0911 par rapport aux prix de 2021
Déchets dangereux d'entretien, de bricolage et de jardinage « peintures, allume-feu, décapants, antimousses, chlore... » (déchets diffus spécifiques).	1,45 €/kg
Déchets à enfouir	26,71 € le m3
Gravats (hors fibrociments)	13,36€ le m3
Plâtre	25,30 € le m3
Bois traité	23,37 € le m3
Déchets verts	5,01 € le m3

II – COMMUNES EXTERIEURES :

Le tarif de l'accessibilité des communes extérieures, sur convention, aux déchetteries de TernoisCom est proposé à 22€/habitant.

Ce tarif n'avait pas évolué depuis 2019 et il était de 20€/habitant.

En 2021, 3 communes du Syndicat Mixte Artois Valorisation (SMAV) accédaient à nos déchetteries : Bailleul aux Cornailles, Chelers et Magnicourt en Comté.

Ces 3 communes demandent à renouveler cet accès pour 2022. Par ailleurs, la commune de Febvin Palfart, du Syndicat Mixte Lys Audomarois (SMLA) a formulé également une demande pour 2022.

M. BRIDOUX précise que la commune de Febvin Palfart a demandé à TernoisCom pour que ces habitants puissent amener leurs déchets à la déchèterie de Fontaine les Boulans en apport volontaire. Ce n'est pas dérangeant d'apporter ce service cependant il est nécessaire que la CAPSO (Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer) accepte de verser une indemnité en contrepartie de ce service.

III – LES COLLECTES EN PORTE A PORTE :

1) Coût de la Collecte et du traitement pour les professionnels

Les tarifs ci-dessous seront appliqués durant la nouvelle période contractuelle de 12 mois.

Le coût de collecte et de traitement d'une tonne d'ordure ménagère en 2022 est de 174.04€/tonne

Sachant que les bacs de 770L pèsent en moyenne 93kg

La redevance spéciale pour les professionnels en 2022 sera facturée 16,20 € par bac collecté.

En 2021, le coût de facturation moyen par bac était de 13,68€

2) Maisons de retraite et établissements de santé :

Avec application du taux de révision de 1.0911, voici les tarifs pour l'année 2022 :

68,72 €	/lit pour 1 collecte/semaine
76,91 €	/lit pour 2 collectes/semaine
85,06 €	/lit pour 3 collectes/semaine

3) Camping et aires de loisirs

Avec application du taux de révision de 1.0911, voici le tarif pour l'année 2022 :

21,30 €/emplacement

4) Tournée supplémentaire de St Pol et collecte et traitement du Marché

Calcul de la redevance spéciale pour la collecte et le traitement des ordures du marché de St Pol et le passage d'une tournée supplémentaire dans St Pol :

Pour la collecte et le traitement des déchets du marché et pour les frais de la tournée supplémentaire (hors coût du traitement des déchets)

Total redevance pour 2022 : 26 900 €

Il est proposé :

D'approuver la tarification 2022 de la redevance spéciale, comme décrite ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer les conventions avec les producteurs et l'ensemble des documents afférents à cette décision.

M. DEMOULIN Maire de Brias fait part de sa crainte du fait que les agriculteurs sont déjà confrontés à ramasser les déchets dans les champs que cela s'amplifie.

M. BRIDOUX répond que la redevance spéciale n'a rien à voir avec cela car celle-ci est mise en place pour des professionnels avec des containers de 770 litres ramassés une fois par semaine en porte à porte.

M. BASCOUR Maire de Buire au Bois demande pour les professionnels comme un boucher par exemple, est-ce qu'il est possible de demander 2 collectes par semaine alors que les ramassages passent tous les 15 jours.

M. BRIDOUX précise que pour les redevances spéciales, il s'agit d'une tournée à part.

M. ARMAND Maire d'Herlincourt demande de repréciser cette redevance spéciale.

M. BRIDOUX explique que celle-ci concerne les artisans ou commerçants qui souhaitent bénéficier d'un ramassage de leurs déchets. Ensuite, une convention est établie pour fixer le nombre de passages, le nombre de bacs collectés. Et une tournée spéciale effectue ces ramassages.

M. DEQUIDT Maire de Ramecourt demande les solutions qui peuvent être apportées pour lutter contre le dépôt sauvage d'amiante.

M. BRIDOUX répond que les services de collecte de TernoisCom ne ramassent pas l'amiante, cela représente trop de contraintes pour le personnel.

Lorsqu'il s'agit d'enlèvement d'amiante, il est possible de contacter :

- BAUDELET ENVIRONNEMENT 03 28 43 92 20

- ORTEC 03 59 28 00 75

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR LA MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Mme THERET rappelle que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux,

Vu le décret n° 2011-1642 du 23 novembre 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques

Compte-tenu des besoins des services de la Collectivité,

Il est proposé :

- 1) De créer un emploi permanent de catégorie C au grade d'adjoint administratif (filière administrative), à temps complet (35h hebdo) pour occuper un emploi de gestionnaire administratif au sein du service assainissement. Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire.
- 2) De créer un emploi permanent de catégorie B au grade d'assistant de conservation du patrimoine (filière culturelle) à temps complet (35h hebdo) pour occuper un emploi d'archiviste.
Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire. Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, il pourra être pourvu par un agent contractuel en application des dispositions de conformément à l'article L. 332-8 2° du code général de la fonction publique. En effet, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.
L'agent sera ainsi recruté par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

- 3) De charger M. le Président de recruter les agents qui seront affectés à ces emplois, de mettre en œuvre la procédure nécessaire au recrutement et de signer toutes les pièces et documents s'y rapportant.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION RELATIVE A L'APPROBATION DE L'AVENANT AU PROGRAMME CONCERTÉ POUR L'EAU

M. RAMON, Vice-Président en charge de l'Assainissement prend la parole.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PCE (Programme Concerté pour l'Eau), la Communauté de Communes du Ternois, établit chaque année son programme d'études et de travaux en collaboration avec l'Agence de l'Eau, concernant l'assainissement collectif, non collectif et l'Environnement.

Il rappelle que cet outil de programmation globale pluriannuelle est composé de tranches fermes et de tranches optionnelles et que l'attribution des aides financières est décidée selon les cas par le Conseil d'Administration, la Commission Permanente des Interventions ou le Directeur Général de l'Agence de l'Eau. Ce PCE est mis à jour par avenant en fonction des opérations à programmer dans l'année.

Vu le vote des Budgets Primitifs 2022,

Il est proposé :

D'approuver l'avenant au Programme Concerté pour l'Eau et sa programmation jusqu'en **2022**, dont un exemplaire a été transmis à l'ensemble des conseillers communautaires.

De solliciter les aides de l'Agence de l'Eau sur chacune des opérations de type « Ferme » et « optionnelle » reprises dans cet avenant.

D'autoriser le Président à signer les documents se rapportant à cette décision.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION FIXANT LA REDEVANCE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF PART COLLECTIVITE

M. RAMON rappelle que le budget du service public d'assainissement non collectif (SPANC) quelque soit son mode de gestion, doit être équilibré en dépenses et en recettes, et doit être financé par les redevances des usagers.

Ce budget doit comprendre l'ensemble des dépenses afférentes à son organisation et son fonctionnement. Aussi, à ce titre les dépenses de gestion courante et de personnel doivent figurer et être financées par l'utilisateur.

Pour financer ces dépenses et équilibrer le budget, il s'avère nécessaire d'instaurer une part collectivité sur la redevance Assainissement Non Collectif et de fixer cette redevance à 10€ HT par contrôle.

Cette redevance sera collectée par le délégataire VEOLIA et figurera sur les factures des contrôles effectués. VEOLIA reversera trimestriellement ces redevances au budget du SPANC.

Il est proposé :

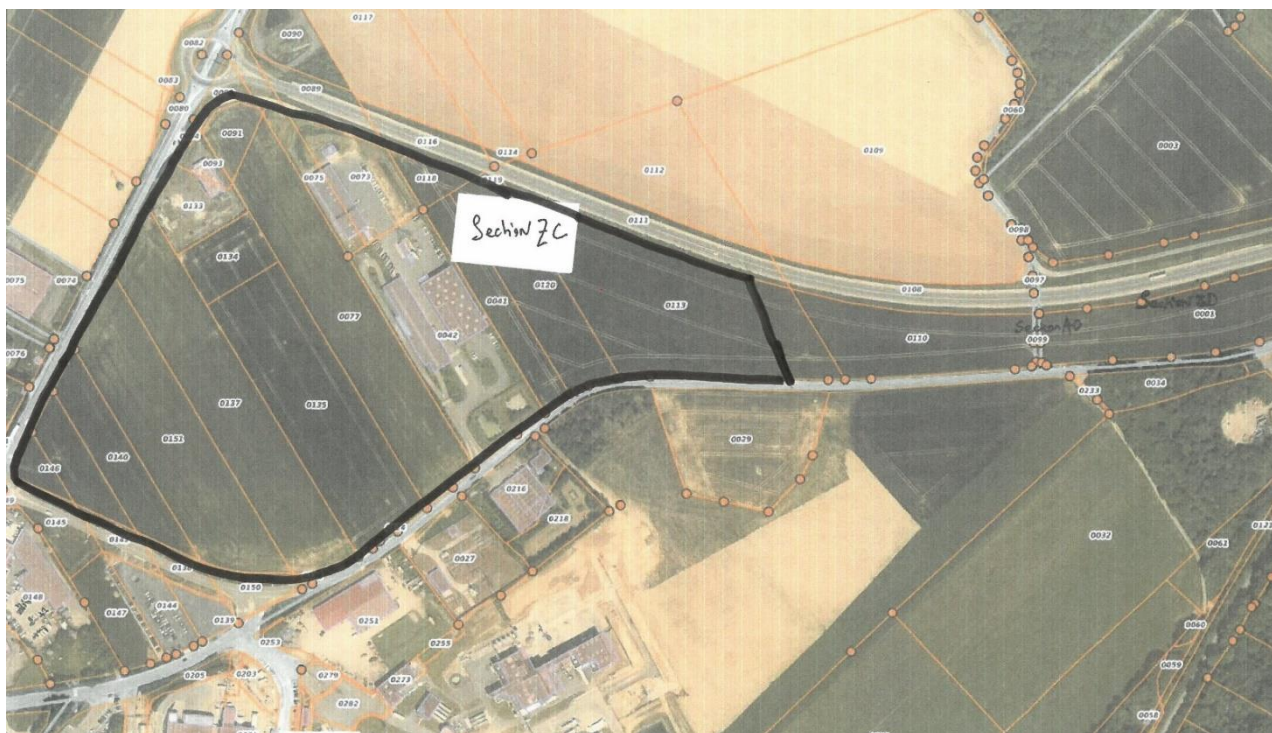
D'instaurer une part collectivité sur la redevance Assainissement Non Collectif et de fixer cette redevance à 10€ HT par contrôle, comme précisé ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION PORTANT MODIFICATION DU PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE SAINT POL SUR TERNOISE

M. DEMAGNY, Vice-Président en charge du Développement Economique rappelle que les parcelles ci-dessous délimitées constituent le périmètre de l'extension de la Zone Industrielle située rue de Béthune à Saint-Pol-sur-Ternoise et reconnu d'intérêt communautaire.



Ces parcelles feront l'objet d'installations d'activités nouvelles.

A ce jour, aucun réseau d'assainissement eaux usées n'est existant sur cette partie.

Aussi, il est proposé :

De réviser le zonage d'assainissement de ces parcelles et de retenir l'assainissement non collectif et les eaux pluviales devant être traitées à la parcelle.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

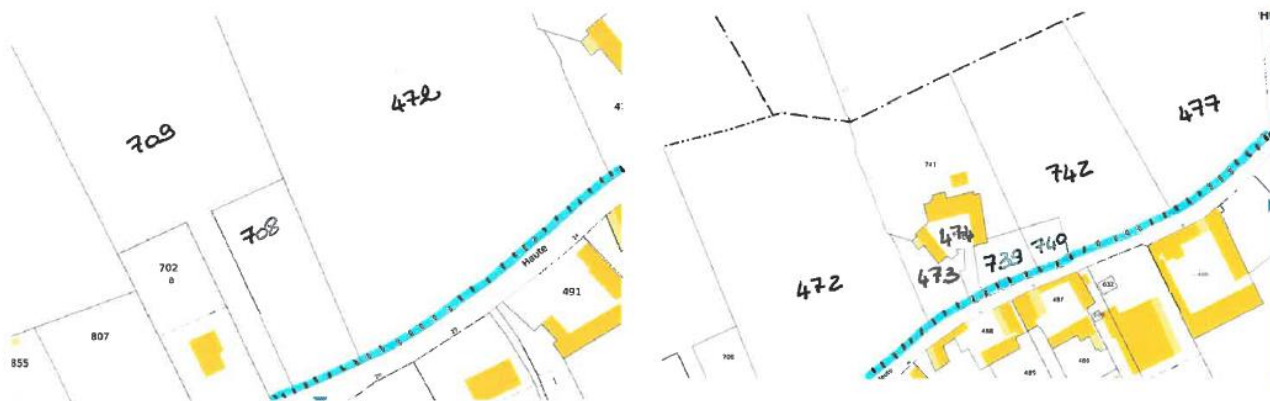
Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION RELATIVE AU DROIT DE PREEMPTION URBAIN SUR LA COMMUNE D'HUMEROEUILLE

M. HOCHART Vice-Président en charge de l'Urbanisme et de la Politique de l'Habitat prend la parole.

Dans le cadre de ses compétences, la Communauté de Communes du Ternois, exerce de plein droit la compétence en matière de PLU, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale depuis le 1er janvier 2017. Ceci a pour conséquence le transfert de plein droit du Droit de Préemption Urbain à la Communauté de Communes du Ternois.

Par courrier en date du 5 avril 2022, la commune d'Humeroeuille souhaite instaurer un droit de préemption urbain à son bénéfice pour une partie des 9 parcelles suivantes : **A708, A709, A472, A473, A474, A739, A740, A742, A477** dans le but d'élargir la voie communale « rue Haute » à Humeroeuille.



Vu les articles L.211-1 et R.211-2 du Code de l'urbanisme,
Vu la demande de la commune d'Humeroeuille en date du 5 avril 2022 ;

Il est proposé :

D'instituer le droit de préemption urbain sur une partie des parcelles A708, A709, A472, A473, A474, A739, A740, A742, A777 dans le but d'élargir la voie communale « rue Haute » à Humeroeuille.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION RELATIVE AU DROIT DE PREEMPTION URBAIN SUR LA COMMUNE DE MARQUAY

M. HOCHART prend à nouveau la parole.

Dans le cadre de ses compétences, la Communauté de Communes du Ternois, exerce de plein droit la compétence en matière de PLU, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale depuis le 1er janvier 2017. Ceci a pour conséquence le transfert de plein droit du Droit de Préemption Urbain à la Communauté de Communes du Ternois.

Par courrier en date du 08 avril 2022, la commune de Marquay souhaite instaurer un droit de préemption urbain à son bénéfice pour les parcelles A41 et A42 d'une contenance totale de 4 850 m², pour la création d'un parking à destination de l'école et de la mairie.



Vu l'article L.124-1 du Code de l'urbanisme,
Vu les articles L.211-1 et R.211-2 du Code de l'urbanisme,
Vu la demande de la commune de Marquay en date du 08 avril 2022 ;

Il est proposé :

D'instituer le droit de préemption urbain sur les parcelles A41 et A42 d'une contenance totale de 4 850 m², pour la création d'un parking à destination de l'école et de la mairie.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

M. BASCOUR Maire de Buire au Bois demande si le droit de préemption est valable sur tout le territoire de TernoisCom.
M. BRIDOUX répond que tout dépend si la commune est en RNU ce n'est pas applicable. Pour les autres communes, il suffit de faire une demande écrite auprès de TernoisCom et une délibération sera prise au sein du Conseil Communautaire pour transférer ce droit de préemption.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION RELATIVE AU PLAN D' ACTIONS 2022 DANS LE CADRE DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

Mme GAILLARD Vice-Présidente en charge de l'Enfance, de la Jeunesse, de la Parentalité et des Loisirs prend la parole.
Dans le cadre de la Convention territoriale globale signée en juillet 2019, la Communauté de Communes du Ternois pilote le projet de territoire en partenariat avec la CAF, la MSA et le Département.

Pour rappel, les finalités et les enjeux de la Communauté de Communes dans ce cadre de projet de territoire, via son pôle « Services à la population » sont :

- L'équilibrage de l'offre de services « Petite enfance » et « Jeunesse » sur l'ensemble du territoire
- L'accompagnement des familles les plus en difficultés et gardant leurs enfants à la maison
- L'attractivité du territoire pour les familles et une adaptation de l'offre de service en fonction des besoins
- La construction d'un véritable projet éducatif communautaire, autour de l'harmonisation vers le haut de l'offre, de la construction d'un parcours coordonné de la naissance au passage à l'âge adulte et du développement des réponses aux préoccupations des jeunes
- L'adaptation au vieillissement progressif de la population et la prise en compte des seniors isolés et/ou en difficulté socio-économique
- Le logement et ses problématiques
- Le traitement des situations de handicap
- L'information générale à la population

A ce titre, il est proposé :

1) De valider les actions à étudier et proposées en Comité de pilotage du 10 /12/2021 suivantes :

Semaine des maternelles (écoles : ANVIN, BEAUVOIR W, NEDONCHEL, ŒUF EN TERNOIS)

Semaine de l'adolescence (Collège du Bellimont à Pernes)

Les loisirs des jeunes (Création d'un pass loisirs)

L'inclusion du Handicap : étude portant sur le Ternois et sur les associations de loisirs, de culture et sport

2) De solliciter les subventions correspondantes auprès de la Caf, de la MSA et du Département.

Ces actions seront complétées par les suivantes :

- une journée d'informations sera organisée et dédiée aux élus et aux partenaires
- les actions relatives au « numérique pour tous » sont en cours
- Logement : le comité technique « logement » est en cours d'évaluation
- Etude de faisabilité « Espace de vie sociale » : en cours à Auxi le Château (CPIE porteur de l'action)

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION RELATIVE A LA RECONDUCTION DU PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT ET SOUTIEN A LA PARENTALITE « Programme Pas à Pas Parents Extras » 2022

Mme GAILLARD prend à nouveau la parole.

Le programme global d'accompagnement et de soutien à la parentalité de la Communauté de Communes du Ternois a pour vocation de rendre les papas et les mamans plus confiants et sereins dans leur rôle de parent.

Trois grands axes de travail sont maintenus et renforcés en 2022 :

« Bien-être et harmonie familiale »

Une action globale afin que les parents et les enfants puissent trouver la sérénité dans la sphère familiale : être un bon parent passe par un état d'esprit détendu et avisé

« Favoriser l'accès des familles à l'information et à la prévention santé »

Cette action globale intègre les notions d'hygiène alimentaire, de pratique d'activités physiques et de prévention des conduites à risque : Ensemble d'ateliers et théâtre forum / débat

« Favoriser l'éveil et l'échange autour du plaisir de la culture »

Cette action globale doit pouvoir permettre d'amener les familles vers la culture sous toutes ses formes.

Ce programme sera destiné aux jeunes parents du territoire ayant des enfants âgés de 0 à 16 ans fréquentant ou non le service de la petite enfance (relais assistantes maternelles, ateliers parents enfants et multi-accueil) fréquentant les consultations de nourrissons de PMI, les structures de la jeunesse (Accueils de loisirs, Temps activités périscolaires, mercredis loisirs).

Les familles connues des services de la MDS, de la CAF, de la MSA ou des CCAS/CIAS pour les difficultés d'éducation.

Les parents réunis dans des groupes déjà constitués ou orientés par les services des institutions partenaires.

Pour certaines interventions (conférence ou forum), un plus large public est convié, par exemple, les assistantes maternelles, le parent d'enfant plus grand, les professionnels.

Les actions seront déclinées à l'échelle de l'EPCI sur différents lieux : St Pol sur Ternoise, Frévent, Auxi le Château, Pernes, Anvin...

Une participation des familles sera demandée dès lors qu'un repas intègre la prestation.

Des financements seront sollicités, notamment auprès du Département dans le cadre du schéma enfance-famille, de la Caisse d'Allocations Familiales dans le cadre des Réseaux d'appui à la parentalité (REAAP) et de la MSA dans le cadre de la mise en œuvre du programme parentalité « Pas à pas, parents extras » dont voici le détail ci-dessous :

Actions « Harmonie et bien-être familial » : 21 880.00 € et financements CAF MSA Département : 13 665.00 €

Actions « Santé et parentalité » : 17 230.00 € et financements CAF MSA Département ARS : 14 065.00€

Actions « Accès à la culture » : 28 345.00 € et financements CAF MSA Département : 12 665.00€

La participation des familles selon les quotients familiaux dès lors qu'un repas intègre la prestation (Journée pêche familiale, Journée « Aventure en famille au Donjon de Bours) se ferait de la façon suivante :

	Enfants 2 ans à 17 ans	Adultes 18 ans et +
0- 300	1 €	2 €
301- 617	1,50 €	2,50 €
618- 850	2,00 €	3,00 €
851 et +	2,50 €	3,50 €

Madame GAILLARD présente à l'ensemble des Conseillers Communautaires le calendrier des animations proposées d'avril à juillet 2022.

Il est proposé :

D'autoriser la mise en œuvre du programme d'accompagnement et de soutien à la parentalité « Pas à pas parents extras » pour 2022.

D'approuver les plans de financement prévisionnels comme suit :

Actions « Harmonie et bien-être familial » : 21 880.00 € et financements CAF MSA Département : 13 665.00 €

Actions « Santé et parentalité » : 17 230.00 € et financements CAF MSA Département ARS : 14 065.00€

Actions « Accès à la culture » : 28 345.00 € et financements CAF MSA Département : 12 665.00€

D'autoriser le Président à solliciter les financements auprès du Département dans le cadre du schéma enfance-famille, de la Caisse d'Allocations Familiales dans le cadre des Réseaux d'appui à la parentalité (REAAP) et de la MSA dans le cadre de la mise en œuvre du programme parentalité « Pas à pas, parents extras ».

De faire participer les familles dès lors qu'un repas intègre la prestation, Journée pêche familiale et Journée « Aventure en famille au Donjon de Bours » selon les quotients familiaux et de la façon suivante :

	Enfants 2 ans à 17 ans	Adultes 18 ans et +
0- 300	1 €	2 €
301- 617	1,50 €	2,50 €
618- 850	2,00 €	3,00 €
851 et +	2,50 €	3,50 €

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Les crédits seront inscrits au Budget Primitif 2022.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION RELATIVE AU PLAN D'ACTION CONTRAT LOCAL DE SANTE 2022 ET PLAN DE FINANCEMENT

Mme MERLIN Vice-Présidente en charge des services à la personne, de la Santé et du CISPD prend la parole.

La signature du Contrat a été actée le 28 janvier 2020 suite à la validation en comité de pilotage, du plan d'actions portant sur la période 2020-2023.

Pour rappel, les axes stratégiques sont :

- Promouvoir la santé des enfants et des jeunes
- Améliorer le parcours santé des personnes les plus démunies
- Favoriser l'attractivité du territoire pour les professionnels de santé

Par délibération en date du 19 mars 2021, il avait été approuvé le plan d'actions du contrat local de santé dans sa globalité.

Un comité de pilotage s'est réuni le 25 février 2022 et a validé le plan de financement prévisionnel 2022 ci-dessous :

Action « Nutriactiv » : 11 000.00 € et financements ARS 6000.00€

Action « Bien-être aux collèges et lycées » : 22 800.00 €, financements ARS, DSDEN

Action « Journée accès santé » : 1 750.00€ + Financements CPAM, Mutualité Hauts de France

Action « départ Santé » : 1 200.00 € co portage CPAM

Accompagnement pilotage CLS : 15 000.00 € financement ARS

Action « l'usager au cœur du CLS » (avenant pour report en 2022) : 23 850.00 €/ Subvention ARS 13 000.00 € reçue en 2020

Il est proposé :

D'approuver le plan de financement 2022 pour les différentes actions reprises ci-dessus.

D'autoriser le Président à solliciter les financements auprès des différents partenaires.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Les crédits seront inscrits au Budget Primitif 2022.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION PORTANT DEVELOPPEMENT ET HARMONISATION DES ACTIVITES DU SERVICE JEUNESSE

Mme GAILLARD prend à nouveau la parole.

Suite aux constats effectués dans le rapport d'activités 2021 du service Jeunesse et aux échanges de la « commission jeunesse » en date du 26 janvier 2022, il est proposé, à partir de 2022, les développements et l'harmonisation des activités suivantes :

1-Adapter les accueils de loisirs (AL) des adolescents et développer un AL adolescents à Auxi en août.

Actuellement, un accueil de loisirs adolescents est proposé 6 semaines dans l'année à Saint Pol pendant les petites vacances (Hiver, Printemps, Toussaint).

L'été, un AL adolescents est proposé pendant 8 semaines à Pernes, Saint Pol et Frévent ; et pendant 4 semaines à Auxi. Ces AL ados se déroulent dans la même structure que les enfants de 3 à 11 ans à Pernes, Frévent et Auxi.

Un budget d'activités de 12,50€ par semaine et par jeune est prévu.

Il est proposé : -d'ouvrir un lieu d'AL adolescents à Auxi en août (4 semaines).

-d'installer les AL adolescents dans des structures indépendantes des autres enfants de 3 à 11 ans à Pernes, Frévent et Auxi.

-de prévoir un budget pour les activités pendant l'AL de 20€ maximum par semaine au lieu de 12,50€

Objectifs :

-Répondre à la demande des familles et des jeunes.

-Proposer des activités adaptées pour attirer plus de jeunes et travailler sur des notions telles que le vivre-ensemble, la citoyenneté, la vie en collectivité...

-Proposer un service identique tout l'été pour les 4 villes bourgs.

-Proposer un lieu d'accueil en autonomie pour les 11-17 ans.

Coût annuel estimé à la charge de la collectivité : 52 400€

2-Développer l'accueil de loisirs d'Auxi en août.

Actuellement, l'AL d'Auxi est ouvert en juillet uniquement pendant 4 semaines. Il s'agit de la seule « ville bourg » qui ne propose pas un AL en août.

Il est proposé : -d'ouvrir l'accueil de loisirs quatre semaines supplémentaires en août.

Objectifs :

- Répondre à la demande des familles.
- Proposer un service identique sur tout le territoire et finaliser l'harmonisation des AL estivaux.
- Proposer un mode de garde pendant toute la période estivale.

Coût annuel estimé à la charge de la collectivité : 20 000€

3- Fermer l'AL de Boubers et simplifier le fonctionnement du « multisites » en juillet.

Actuellement, les AL de Bonnières, Nuncq, Conchy et Boubers fonctionnent en « multisites » (une seule déclaration pour 4 sites à proximité) avec 1 directeur et 4 adjoints (soit 5 personnels de direction).

La fréquentation de l'AL de Boubers est faible : 8 à 10 enfants en 2021, fermé en 2020 (pas assez d'enfants), 8 à 10 enfants en 2019.

Il est proposé :

- de fermer l'AL de Boubers, les enfants pouvant être accueillis sur Bonnières, Nuncq ou Conchy.
- de déclarer chaque site de manière autonome : 1 directeur par site (3 personnels de direction au lieu de 5).

Objectifs :

- rationnaliser l'organisation et le budget des AL suite à une faible fréquentation.
- proposer des alternatives peu éloignées aux familles (Nuncq, Conchy...).
- simplifier le recrutement et coordination estivale.

Economie annuelle estimée par la collectivité : 8 700€

4- Fermer les AL de Bours et de Valhuon pendant les petites vacances.

Actuellement, Valhuon est ouvert aux vacances d'Hiver et de la Toussaint pendant 2 semaines. Bours est ouvert aux vacances de Printemps pendant 2 semaines.

La fréquentation à Valhuon est faible : 13 enfants la 1ère semaine des vacances d'Hiver en 2022 et fermeture la 2ème (pas assez d'enfants). 12 enfants par semaine à la Toussaint 2021. Fermeture aux vacances d'Hiver 2021 (pas assez d'enfants).

La fréquentation est également faible à Bours : 16 enfants la 1ère semaine en 2019 et fermeture la 2ème (pas assez d'enfants).

Il est proposé : -la fermeture des AL de Bours et Valhuon pendant les petites vacances, les enfants pouvant être accueillis sur Pernes, Troisvaux, St Pol...

Objectifs :

- rationnaliser l'organisation et le budget des AL suite à une faible fréquentation.
- Proposer des alternatives peu éloignées aux familles (Pernes, Troisvaux, St Pol...).
- Simplifier le recrutement et coordination estivale.

Economie annuelle estimée par la collectivité : 10 800€

5-Développer des heures et des jours d'ouverture de la ludothèque à Herlin-le-Sec.

Actuellement, la ludothèque d'Herlin-le-Sec est ouverte tous les mercredis après-midi de 14h à 17h et le 1er vendredi du mois pour la soirée jeux. Elle remporte un grand succès de fréquentation.

Il est proposé : -d'expérimenter pendant une année de nouveaux horaires d'ouverture :

>Le mercredi après-midi de 14h à 18h30

>Du lundi au vendredi de 17h à 18h30

>Le samedi de 14h à 17h

-la modification du règlement intérieur en ce sens (Cf. ci-dessous),

-le recrutement d'un contrat aidé (PEC) pour assurer les missions complémentaires.

Objectifs : -Répondre à la demande des familles.
-Proposer un service plus conséquent permettant de mettre à profit notre espace ludothèque.

Coût annuel estimé à la charge de la collectivité : 0€ (financement CAF et dispositif d'aides Etat pour les contrats aidés).

Modification du règlement intérieur :

« Les enfants de moins de 7 ans doivent être obligatoirement accompagnés de leurs parents ou à défaut d'un adulte, pour l'inscription, l'emprunt et le jeu sur place.

Pour les plus de 7 ans, l'accès, le prêt et le départ sont libres et sous la responsabilité des parents. »

Remplacé par :

« Les enfants de moins de 11 ans doivent être obligatoirement accompagnés de leurs parents ou à défaut d'un adulte, pour l'inscription, l'emprunt et le jeu sur place.

Pour les jeunes de plus de 11 ans, l'accès, le prêt et le départ sont libres et sous la responsabilité des parents. »

« La ludothèque est ouverte au public chaque mercredi :

- *de 10h à 12h à la médiathèque de Frévent*
- *de 14h à 17h à la Médiathèque d'Auxi le Château et à la Maison Pour Tous de St Pol sur Ternoise ».*

Remplacé par

« La ludothèque est ouverte au public chaque mercredi :

- *De 10h à 12h à la médiathèque de Frévent et de Pernes-en-Artois*
- *De 14h à 17h à la médiathèque d'Auxi le château*

La ludothèque est également ouverte à Herlin-le-Sec :

- *Le mercredi après-midi de 14h à 18h30*
- *Du lundi au vendredi de 16h30 à 18h30*
- *Le samedi de 14h à 17h »*

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

Mme GAILLARD précise que les Conseillers Communautaires ont sur leurs tables une invitation à l'événement TERNOISLUDIK FESTIVAL DU JEU TERNOISCOM le 21 mai 2022.

DELIBERATION DONNANT POUVOIR AU PRESIDENT POUR LA MISE EN PLACE DE PARTENARIATS DU DONJON DE BOURS AVEC D'AUTRES STRUCTURES

M. HOSTYN Vice-Président en charge de la Culture et du Numérique prend la parole.

Afin d'étendre l'offre et de promouvoir le patrimoine local, un partenariat peut être mis en place avec :

- La SARL « CAP NORD TERRITOIRES » de Frévent
- Le Château de Cercamp de Frévent

- L'Office de Tourisme Béthune/Bruay et le Beffroi de Béthune

Il est donc proposé :

- 1) De donner pouvoir au Président pour mettre en place les différents partenariats du Donjon de Bours avec les structures citées ci-dessus et d'en définir les conditions
- 2) De donner pouvoir au Président pour la mise en place de partenariats entre le Donjon de Bours et d'autres structures éventuelles, d'en définir les conditions et d'en informer le Conseil Communautaire.
- 3) D'autoriser le Président à signer les différentes conventions de partenariat à intervenir et l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR LEADER – DEMANDE DE FINANCEMENT POUR L'ANIMATION ET LA GESTION 2022-2023 AUPRES DE L'EUROPE (FEADER)

M. BACHELET Vice-Président en charge du PETR prend la parole.

Dans le cadre du dispositif LEADER 2014-2020, l'équipe technique composée d'un Animateur et d'un Gestionnaire est chargée de la mise en œuvre de la stratégie Leader sur le Ternois et les 7 Vallées.

La Communauté de Communes du Ternois, structure porteuse du programme depuis le 1^{er} janvier 2019, peut bénéficier d'un cofinancement européen au titre du FEADER.

Monsieur le Président propose de solliciter une subvention FEADER, afin de financer le programme d'animation et de gestion du GAL pour la période du 01/01/2022 au 31/12/2023, soit sur deux années consécutives. Le calendrier de programmation des dossiers LEADER prenant fin en septembre 2022, il ne serait effectivement plus possible de solliciter une subvention pour l'année 2023 alors même que les missions des agents en charge de l'Animation et de la Gestion se poursuivront sur cette période.

En parallèle, Monsieur le Président rappelle qu'un ¼ de l'ETP du poste d'Animation sera valorisé dans le cadre de la demande de soutien préparatoire en vue de la rédaction de la candidature au dispositif LEADER 2023-2027. Cette part de l'ETP a été fléchée au titre de l'année 2022 mais pourra glisser sur l'exercice 2023 puisque le travail de rédaction de la candidature pourrait glisser sur les années 2022-2023 en fonction des délibérations cadres de la Région Hauts-de-France.

De même, les éléments dont disposent les services ne permettent pas de garantir que la subvention de la Région Hauts-de-France portant sur le demi-poste de Gestionnaire, affecté au dispositif LEADER, sera pérennisé sur l'exercice 2023. Néanmoins, il sera présenté dans le dossier de demande de subvention LEADER pour les deux postes dans l'éventualité où ce dispositif régional serait reconduit.

Monsieur le Président propose qu'une convention pluriannuelle de financement des postes d'Animation et de Gestion du dispositif LEADER soit mise en place en lien avec la Communauté de Communes des 7 Vallées pour établir les dispositions relatives à ce fonctionnement. La convention prévoira les dispositions relatives à la durée de celle-ci, les missions affectées aux agents concernés ainsi que les éléments financiers pour ces deux exercices.

Le plan de financement de cette opération est présenté ci-dessous par année conventionnée puis pour la période totale prise en compte par le dispositif LEADER ;

Plan de financement prévisionnel HT - 2022

Dépenses		Recettes	
Salaires et charges (1,75 ETP)	61 970,00	FEADER LEADER (50,16 %)	35 743,00
Fonctionnement (coût simplifiés : 15% des dépenses de personnel) Fournitures administratives, Eau, Electricité, Chauffage, Affranchissement, Téléphone, Loyer, Frais de déplacement	9 296,00	Région Hauts de France (19,72 %)	14 052,00
		Communauté de Communes des 7 Vallées (15,06 %)	10 735,50
		Communauté de Communes du Ternois (15,06 %)	10 735,50
TOTAL HT	71 266,00	TOTAL HT	71 266,00

Plan de financement prévisionnel HT - 2023

Dépenses		Recettes	
Salaires et charges (2 ETP)	71 000,00	FEADER LEADER (52,64 %)	42 987,00
Fonctionnement (coût simplifiés : 15% des dépenses de personnel) Fournitures administratives, Eau, Electricité, Chauffage, Affranchissement, Téléphone, Loyer, Frais de déplacement	10 650,00	Région Hauts de France (17,24 %)	14 080,00
		Communauté de Communes des 7 Vallées (15,06 %)	12 291,50
		Communauté de Communes du Ternois (15,06 %)	12 291,50
TOTAL HT	81 650,00	TOTAL HT	81 650,00

Il est proposé :

D'APPROUVER le projet et son plan de financement ;

D'AUTORISER Monsieur le Président à effectuer la demande de financement au titre du FEADER pour l'Animation et la Gestion du Programme LEADER pour les années 2022 et 2023.

D'AUTORISER Monsieur le Président à effectuer une demande de subvention auprès des services de la Région Hauts-de-France dans l'éventualité que le dispositif financier portant sur le demi-poste de Gestionnaire LEADER soit maintenu sur l'exercice 2023

D'APPROUVER la rédaction et la signature de la convention de financement pluri-annuelle pour l'Animation et la Gestion du Programme LEADER dans les termes qui ont été présentés sur la période allant du 01/01/2022 au 31/12/2023.

D'AUTORISER Monsieur le Président à solliciter le versement de la participation de la Communauté de Communes des 7 Vallées à hauteur de 15,06 %, soit 23 039,00 €, du montant total prévisionnel de l'opération, et ce en amont de la demande de solde de la subvention LEADER pour ce projet.

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer tout document se rapportant à cette décision.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION RELATIVE A L'ANIMATION DE L'ESPACE CONSEIL FAIRE PETR TERNOIS - 7 VALLEES (FRANCE'RENOV) – CONVENTION 2022

M. BACHELET prend à nouveau la parole.

L'Espace Conseil Faire désormais intitulé FRANCE'RENOV est un service d'information, de conseil et d'accompagnement sur la rénovation du logement, membre du réseau FAIRE. Cette mission sera principalement effectuée par un accueil du public lors de différentes permanences (ST POL, PERNES, FREVENT, AUXI LE CHATEAU, BEAURAINVILLE, AUCHY LES HESDIN).

Dans ce cadre, les missions du Conseiller FAIRE s'appuient désormais sur la notion d'actes métiers. 3 types d'actes seront réalisés par FRANCE'RENOV :

- A.1 - Information de 1er niveau : juridique, technique, financière et sociale.
- A.2 - Conseil personnalisé, neutre et gratuit.
- A.4 : Accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale (Phases amonts du chantier).

Au titre de l'année 2022, le financement prévisionnel de l'Espace Conseil FAIRE Ternois 7 Vallées est estimé à 67 600€ réparti comme suit :

- Programme SARE : 18 300€
- Région Hauts de France : 23 300€
- Les territoires à hauteur de 16 000 € (8 000 € à la charge de chaque EPCI)
- Chaque EPCI assure par ailleurs la mise à disposition des locaux et services (téléphone, Internet...) nécessaires à l'accueil de l'Espace FAIRE sur ses différentes permanences (coût estimé 10 000€ pour les 2 EPCI).

Il est donc proposé de poursuivre le déploiement de FRANCE'RENOV en partenariat avec INHARI, qui mettra à disposition un ETP pour l'ensemble du territoire (soit 0,5 ETP pour chaque EPCI).

Il est proposé :

D'approuver la mise en place de l'Espace Conseil FAIRE Ternois 7 Vallées – France RENOV pour l'année 2022.

D'autoriser le Président à signer le projet de convention de partenariat et tout document se rapportant à cette décision.

D'inscrire au budget la participation correspondante de 8 000€ pour la Communauté de Communes du Ternois.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR LA PROGRAMMATION PETR 2022

Les actions proposées par le PETR sont à majorité de portée pluricommunautaire, c'est-à-dire menées à l'échelle des Communautés de Communes du Ternois et des 7 Vallées.

Les actions proposées au titre de la programmation 2022 sont les suivantes :

- 1) Actions de Planification et d'Aménagement
 - a. Révision du SCoT du Pays du Ternois et élaboration du SCoT Ternois 7 Vallées
 - b. Mise en œuvre du SCoT du Pays du Ternois (déclaration de projet Ingrédia et suivi des PLU et PLUI)

c. Projet de territoire PETR

2) Agriculture et Alimentation

- a. Elaboration du Projet Alimentaire Territorial
- b. Animation de la thématique Alimentation : Accompagnement des établissements de restauration collective, etc.
- c. Mise en œuvre et suivi du programme d'actions ClimAgri : évènement de lancement, démarche ABC'Terre, développement de la filière lin oléagineux, randoferme du Ternois, communication

3) Mobilité

- a. Elaboration des Plans de Mobilité Simplifiés et des Schémas Directeurs des Modes Actifs pour le Ternois et les 7 Vallées

4) Energie, Climat et Environnement

- a. Elaboration du cadastre solaire Ternois 7 Vallées et communication associée
- b. Développement des projets solaires (photovoltaïques et thermiques)
- c. Structuration de la stratégie sur le développement des filières biosourcées
- d. Elaboration de la feuille de route Bâtiment Durable et de la stratégie Achats Publics
- e. Structuration de la stratégie énergie renouvelable (EnR)
- f. Animation du groupe de travail sur la gestion durable de l'eau
- g. Promotion des actions de valorisation de l'environnement : Opération Plantons le Décor, Espace Action Nature (Festival de l'Arbre, Fête de la Nature, etc.)

5) Habitat

- a. Animation de l'Espace Conseil FAIRE Ternois 7 Vallées
- b. Suivi et animation des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat Ternois et 7 Vallées
- c. Collaboration avec les Conseillers en Energie Partagés

6) Programme Européen LEADER

- a. Animation et gestion du programme européen LEADER
- b. Elaboration de la nouvelle programmation LEADER

Pour assurer la mise en œuvre de ce programme d'actions, le PETR Ternois 7 Vallées dispose d'une ingénierie spécifique mise à disposition par les EPCI. En 2022, la composition de l'équipe est la suivante :

- Un coordinateur PETR et chargé de mission PCAET,
- Une secrétaire PETR / Gestionnaire LEADER,
- Un animateur LEADER,
- Une chargée de mission Agriculture et Alimentation,
- Une assistante (1/2 ETP : OPAH et Plantons le Décor).

M. le Président propose d'approuver la programmation 2022 du PETR et les plans de financement prévisionnels présentés sous réserve des accords de subvention des partenaires.

Au vu des éléments présentés, Monsieur le Président demande aux membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer.

Il est proposé de valider les éléments suivants :

1) Pour les actions suivantes : « Animation de l'Espace Conseil FAIRE » et « Collaboration avec les Conseillers en Energie Partagés »

- De donner mandat au Président pour signer l'ensemble des documents relatifs à la conduite de ces opérations ;

- De verser la participation financière correspondante aux opérateurs pour la mise œuvre de ces actions sur le Ternois, à régularisation des conventions et sur la base des services effectués en 2022.

2) Pour les actions suivantes : Animation de la thématique Alimentation, Animation et gestion du Programme LEADER

- D'assurer la maîtrise d'ouvrage de ces actions pour le compte du PETR Ternois 7 Vallées ;
- De donner mandat au Président pour déposer les demandes d'aides au financement de ces postes auprès des partenaires financiers (Etat, Région, Département, ADEME, LEADER, etc.) ;
- De récupérer la participation financière de la Communauté de Communes des 7 Vallées pour l'animation réalisée (proratisée au poids démographique pour l'Alimentation et à part égale pour le programme LEADER), déduction faite des aides perçues ;
- De donner mandat au Président pour signer l'ensemble des documents relatifs à la mise en œuvre de cette décision.

3) Pour les autres actions énumérées ci-après : Accompagnement Contrat Opérationnel de Mobilité et Plan d'Actions Mobilité Solidaire du Ternois, Démarches « entreprises durables » du Ternois, Suivi Animation OPAH du Ternois

- D'assurer la maîtrise d'ouvrage de ces actions ;
- De donner mandat au Président pour déposer les demandes d'aides au financement de ces postes auprès des partenaires financiers (Etat, Région, Département, ADEME, LEADER, etc.) ;
- De donner mandat au Président pour signer l'ensemble des documents relatifs à la mise en œuvre de cette décision.

4) Pour l'ingénierie dédiée à l'animation du programme d'actions :

Pour les postes suivants : Coordinateur du PETR / Chargé de mission PCAET, Secrétaire PETR / Gestionnaire LEADER, animateur LEADER, chargée de mission Agriculture/Alimentation :

- D'assurer le portage et la mise à disposition, pour le compte du PETR Ternois 7 Vallées, du personnel dédié, et l'avance de la prise en charge de l'ensemble des frais associés (notamment charges salariales, déplacements, assurances, formations, médecine du travail, etc.) ;
- De donner mandat au Président pour déposer les demandes d'aides au financement de ces postes auprès des partenaires financiers (Etat, Région, Département, ADEME, LEADER, etc.) ;
- De récupérer la participation financière de la Communauté de Communes des 7 Vallées pour l'animation réalisée (proratisée au poids démographique pour l'Alimentation et à part égale pour le programme LEADER), déduction faite des aides perçues ;
- D'établir une convention entre le PETR Ternois 7 Vallées et les EPCI du Ternois et des 7 Vallées définissant les modalités de versement d'avances sur les participations financières à intervenir ;
- De donner mandat au Président pour signer l'ensemble des documents relatifs à la mise en œuvre de cette décision.

Pour le poste suivant : Assistante OPAH

- De participer au financement, à part égale, du demi-poste mis à disposition par la Communauté de Communes des 7 Vallées ;
- De donner mandat au Président pour signer l'ensemble des documents relatifs à la mise en œuvre de cette décision.

Il est proposé :

D'approuver la programmation 2022 ci-dessus énumérée et les plans de financement prévisionnels correspondants sous réserve des accords de subvention des autres partenaires.

D'autoriser le Président à engager l'ensemble des actions citées ci-dessus et portées par TernoisCom

D'autoriser le Président à solliciter les subventions

D'autoriser le Président à réclamer à la Communauté de Communes des 7 Vallées la contribution due, déduction faite des subventions et au prorata démographique de chaque EPCI

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

INFORMATIONS SUR LES MARCHES

MARCHES ATTRIBUES

- **FOURNITURES DE CARBURANTS** : La CAO pour le lot B100 a eu lieu le vendredi 8 avril 2022. Contrôle légalité et notification semaine 15
Les 2 autres lots font l'objet d'une nouvelle consultation suite offre infructueuse. Retour le 25 Avril 2022
- **ACQUISITION DE DEFIBRILLATEURS POUR LE GROUPEMENT DE COMMANDE** procédure adaptée, marché attribué à SAS FND CARDIO COURSE le 14/04/2022. Décision prise par le président en date du 14 Avril 2022

MARCHES EN COURS

- **FOURNITURES DE CARBURANTS** : Les 2 autres lots font l'objet d'une nouvelle consultation suite offre infructueuse. Retour le 25 Avril 2022
- **SALLE DES SPORTS DE FREVENT** : Retour des offres le 19 Avril 2022
- **ENTRETIEN DES BATIMENTS** : Retour des offres le 22 Avril 2022
- **ENLEVEMENT ET TRAITEMENT DES DECHETS DIFFUS SPECIFIQUES (DDS)** : Retour des offres le 09 Mai 2022

QUESTIONS DIVERSES

M. MONCHY Maire d'Ostreville demande s'il est toujours possible d'adhérer au marché pour les défibrillateurs. M. BRIDOUX répond positivement et qu'un mail parviendra prochainement dans les mairies à ce sujet.

M. DOURLENS Maire de Fortel en Artois évoque le problème pour la région de Frévent qui va être confrontée aussi au manque de médecins car il y a des départs au sein du centre médical.

M. BRIDOUX répond qu'il avait évoqué ce sujet avec la Mairie de Frévent et qu'une solution de bâtiment serait trouvée. C'est aux médecins qui partent en retraite de s'investir et trouver des remplaçants.

Le problème est le suivant : ce sont des professions libérales et les médecins s'installent où ils veulent, c'est pourquoi il faudrait qu'à la fin de leurs études de médecine, une affectation de territoire soit donnée.

C'est pourquoi, il est important de vendre notre territoire et le rendre attractif avec des loyers moins chers par rapport à d'autres territoires.

M. DELARCHE 1^{er} Adjoint à la Ville de Frévent tient à préciser et rassurer qu'à ce jour le centre médical ne fermera pas mais cependant moins il y aura de médecins dans celle-ci, plus les charges seront importantes.

C'est pourquoi, un nouveau projet est à l'étude avec la banque des territoires et les retours d'aujourd'hui sont plutôt positifs mais il faut du temps pour la réalisation.

M. TORCHY Maire de Troisvaux alerte sur les personnes âgées qui reçoivent le rapport de contrôle non conforme de leur système d'assainissement non collectif. Ces personnes ont peu de revenus et il leur est demandé de faire des travaux, ce qui engendre une crainte importante.

M. BRIDOUX répond que la loi oblige un contrôle tous les 10 ans. Le Maire peut instaurer par son pouvoir de police une amende mais il est compliqué de contraindre à financer leurs travaux surtout qu'il n'existe plus d'aides financières.

M. BRIDOUX propose de faire remonter au délégataire VEOLIA en charge des contrôles, de mieux préciser les anomalies et comment y remédier, ce qui peut engendrer des coûts moins importants.

M. DERISBOURG Maire de Buneville précise qu'il reste uniquement les prêts à taux zéro mais encore faut-il avoir la capacité de faire un emprunt.

M. MELIN Maire de Noeux les Auxi trouve qu'il est dommage d'avoir eu des années où tout le monde a pu être financé à 60% sans condition alors qu'aujourd'hui il n'y a plus aucune aide pour les personnes à faibles revenus.

M. BRIDOUX informe les Conseillers Communautaires qu'une conférence des Maires se tiendra le 12 mai 2022.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h40.